

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
49 bis rue Laplace
41000 BLOIS

BLOIS, le 26/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



BEAUCE ORATORIENNE (ex QUADRAN ENERGIES)

ZAC de Mazeran
74 rue du lieutenant de Montcabrier
34500 BEZIERS

Références : 2023 / 130
Code AIOT : 0010013167

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/12/2022 dans l'établissement BEAUCE ORATORIENNE (ex QUADRAN ENERGIES) implanté à VILLERMAIN 41240. L'inspection a été annoncée le 28/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BEAUCE ORATORIENNE (ex QUADRAN ENERGIES)
- Parc éolien Beauce Oratorienne 41240 VILLERMAIN
- Code AIOT : 0010013167
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de la société BEAUCE ORATORIENNE implanté sur le territoire de la commune de Villerrmain (41) est composé de 4 éoliennes VESTAS 100 et d'un poste de livraison. Il a été autorisé initialement par les dispositions de l'arrêté préfectoral n°41-2019-10-10-003 du 10 octobre 2019 pour le compte de la société QUADRAN, puis muté au profit de la société BEAUCE ORATORIENNE par l'arrêté préfectoral n°41-2020-11-30-004 du 30 novembre 2020.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative, implantation et intégration paysagère
- Déclaratiopn OREOL
- Conformité des installations aux référentiels réglementaires (intégrité technique, mise à la terre, installations électriques, balisage, ...)
- Contrôles réglementaires (pales, brides, ...)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Implantation	Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 3 - Titre I	/	Sans objet
4	Information	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2	/	Sans objet
6	intégrité technique	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8	/	Sans objet
7	mise à la terre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	/	Sans objet
8	installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10	/	Sans objet
9	balisage	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	/	Sans objet
14	tests arrêts	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	/	Sans objet
16	contrôles pâles	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 II	/	Sans objet
17	SIS	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 III	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Mesures de Préservation du paysage	Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 4 - titre II	/	Sans objet
3	Mesures de Bruit	Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 6 - Titre II	/	Sans objet
5	chemins d'accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	/	Sans objet
10	accès aérogénérateur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	prescriptions tiers	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14 premier alinéa	/	Sans objet
12	prescriptions tiers	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14 deuxième alinéa	/	Sans objet
13	intérieur aérogénérateur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet
15	contrôles brides	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 I	/	Sans objet
18	extincteurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Implantation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 3 - Titre I
Thème(s) : Situation administrative, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Coordonnées d'implantation des 4 aérogénérateurs et du poste de livraison (Cf article 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°41-2019-10-10-003 du 10/10/2019).
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect des coordonnées d'implantation des 4 aérogénérateurs et du poste de livraison (PDL). Concernant les aérogénérateurs, les coordonnées d'implantation portent également sur l'altitude en m NGF de chaque point d'implantation, accompagnée de l'indication de la hauteur hors tout des machines (pales comprises).
Observations : L'exploitant ne dispose pas d'un plan de récolement permettant de justifier du respect des coordonnées d'implantation des 4 aérogénérateurs et du poste de livraison (PDL). Lors de l'inspection l'exploitant a précisé qu'un devis avait été demandé auprès d'un géomètre pour la réalisation d'un tel plan. Concernant les 4 machines, il a été indiqué à l'exploitant lors de la visite, que l'altitude exprimée en m NGF du point d'implantation de chaque machine devra figurer sur le plan, accompagnée de la hauteur hors tout des machines (pales comprises), ces informations constituant des données techniques du dossier de demande d'autorisation environnementale, et donc à respecter.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Mesures de préservation du paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 4 - titre II
Thème(s) : Autre, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Afin de limiter son impact visuel, le poste de livraison électrique est peint d'une couleur claire de type pierre locale (RAL 1013) [...]. L'ensemble des lignes électriques de raccordement internes au parc sont enfouies.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'enduit extérieur du poste de livraison électrique est de couleur claire. Les lignes électriques de raccordement internes au parc sont enterrées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Mesures de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 6 - Titre II
Thème(s) : Autre, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Dans les 6 mois qui suivent la mise en service industrielle des aérogénérateurs l'exploitant engage, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'exploitant a indiqué que la mise en service industrielle du parc (transfert de responsabilité de la société VESTAS, fabricant des machines, vers le société Beauce Oratorienne SAS qui est titulaire de l'autorisation d'exploiter) date du 25 novembre 2022. A la date de l'inspection l'exploitant n'est donc pas encore redevable de la mise en oeuvre d'une mesure des niveaux d'émission sonore
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2
Thème(s) : Autre, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.- Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.2</p> <p>II. - A compter de la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration doit être réalisée, et le cas échéant mise à jour dans un délai maximal de quinze jours après chacune des étapes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation environnementale prévue par l'article R. 181-12 du code de l'environnement ; - le dépôt d'un dossier au préfet pour le renouvellement de l'installation ; - la déclaration d'ouverture du chantier de construction d'un ou plusieurs aérogénérateurs y compris, le cas échéant, pour le renouvellement de l'installation ; - la mise en service industrielle des aérogénérateurs y compris, le cas échéant, après leur renouvellement ; - le démarrage du chantier de démantèlement de l'installation ; - la scission d'un parc éolien en plusieurs parcs. <p>Lorsque l'étape correspondante a déjà été réalisée à la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration est réalisée dans les six mois après cette publication.</p>
<p>Constats : Le site OREOL n'est pas à jour des informations qu'il doit contenir. Il manque en particulier les informations visées au tiret 1 et au tiret 3 du II de l'article 2.2, ainsi que quelques données comme le SIRET de l'exploitant, le statut du parc, la date de l'AP d'autorisation ainsi que la date de l'avis de la MRAE rendu dans le cadre de la procédure d'instruction de la demande.</p>
<p>Observations : L'avis visé au I de l'article 2.2 de l'AM du 26 août 2011 est la décision du 19/04/22 publiée au BO du MTES le 23 avril 2022.</p> <p>L'article 3 de la décision précitée précise que les informations sont à renseigner sur la plateforme "OREOL".</p> <p>Au jour de l'inspection les informations visées au tiret 1 et au tiret 3 du II de l'article 2.2 examiné ne sont pas renseignées sur le site OREOL.</p> <p>La déclaration de mise en service industrielle du parc est à réaliser avant le 10 décembre 2022 (25/11/22 + 15 jours).</p> <p>Sur la plateforme OREOL plusieurs informations sont manquantes ou non à jour, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le SIRET de l'exploitant manque; - Le statut du parc n'est pas à jour et la date de l'AP d'autorisation est manquante; - La date de l'avis de la MRAE est manquante.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : chemins d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'accès au site, après avoir quitté la RD n°925, se fait en empruntant un large chemin carrossable réalisé en matériaux calcaires. Lors de la visite les inspecteurs se sont rendus au pied de l'éolienne E4 située au plus près du poste de livraison (PDL). Les chemins venant d'être réalisés il sont en très bon état.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : intégrité technique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'aérogénérateur est conçu pour garantir le maintien de son intégrité technique au cours de sa durée de vie. Le respect de la norme NF EN 61 400-1 ou IEC 61 400-1, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement,[...] ou le respect de toute norme équivalente en vigueur dans l'Union européenne à l'exception des dispositions contraires aux prescriptions du présent arrêté, permet de répondre à cette exigence.</p> <p>Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de chaque aérogénérateur de l'installation avant la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>En outre l'exploitant dispose des justificatifs démontrant que chaque aérogénérateur de l'installation a fait l'objet du contrôle prévu à l'article R. 125-17 du code de la construction et de l'habitation.</p> <p>Constats : L'attestation de conformité à la norme NF EN 61400-1 pour les 4 aérogénérateurs est en langue anglaise et donc non-acceptable en l'état pour garantir que les machines sont conçues pour conserver le maintien de leur intégrité technique au cours de leur durée de vie. Il convient de traduire l'attestation en langue française.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'un rapport de contrôle d'un organisme compétent qui atteste de la conformité de chaque aérogénérateur de l'installation avant sa mise en service industrielle.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'un justificatif démontrant que chaque aérogénérateur de l'installation a fait l'objet du contrôle prévu à l'article R. 125-17 du code de la construction et de l'habitation.</p> <p>La puissance unitaire de chaque aérogénérateur, telle qu'elle est autorisée (2 MW) n'est pas respectée (2,2 MW installé).</p> <p>Observations : L'exploitant a produit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une déclaration de conformité (document 0046-4066 V05 - Révision 2022-04-29) à la norme DS/EN 61-400-1 /A1 : 2011, pour les 4 éoliennes installées dont les numéros de série, 243249, 243250, 243251 et 243252 sont précisés sur le document produit qui est rédigé en en langue anglaise. - une attestation de conformité de l'installation, produite par SOCOTEC, formalisée sur la base d'un rapport référencé EN2G0/22/8289) et établie au titre de l'article 10 de l'arrêt du 02/11/2017 relatif aux modalités de contrôle des installations de production d'électricité (l'attestation est mentionnée aux articles R.311-27 et R.314-7 du code de l'énergie). <p>L'examen des documents précités, ainsi que les constats de la visite ont permis de relever que les 4 éoliennes installées sont des VESTAS (V 100) de 2,2 MW de puissance unitaire, alors que la puissance unitaire autorisée (AP du 10/10/2019 et de changement d'exploitant du 30/11/2020) est de 2 MW.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est mise à la terre pour prévenir les conséquences du risque foudre. Le respect de la norme NF EN IEC 61 400-24, dans sa version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement [...] permet de répondre à cette exigence. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service Industrielle.
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la mise à la terre de son installation avant sa mise en service industrielle.
Observations : L'exploitant a présenté une attestation du consuel pour le poste HTA. Cette attestation est du 01/06/2022. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un rapport de contrôle d'un organisme compétent qui atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service Industrielle.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est conçue pour prévenir les risques d'incendie et d'explosion d'origine électrique. Pour satisfaire au 1er alinéa : - les installations électriques à l'intérieur de l'aérogénérateur respectent les dispositions de la directive du 17 mai 2006 susvisée qui leur sont applicables ; [...] Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'ensemble des installations électriques, avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs.
Constats : L'exploitant ne dispose pas d'un rapport de contrôle établi par un organisme compétent qui atteste de la conformité de l'ensemble des installations électriques, avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs, et la déclaration de conformité à la directive du 17 mai 2006 est en langue anglaise, elle est à traduire en langue française.
Observations : L'exploitant dispose d'une déclaration de conformité des machines (Vestas - V100) à la Directive 2006/42/EC du 17 mai 2006. Cette attestation du 29/04/2022 est en langue anglaise et doit être traduite en langue française. L'exploitant a présenté un document libellé "Examen de l'installation électrique " établi par SOCOTEC en date du 28/07/2022. Ce document qui ne porte que sur l'installation Haute Tension précise qu'il ne peut se substituer au rapport de vérification exigé par l'article R.4226-14 du code du travail.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : balisage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L.6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.
Constats : Pas d'écart constaté. L'attestation de conformité aux codes des transports et de l'aviation civile est à faire parvenir au service de l'inspection des installations classées.
Observations : Lors de la visite le balisage diurne est opérationnel. L'exploitant a précisé qu'il disposait d'une attestation de conformité aux codes des transports et de l'aviation civile, et qu'il la ferait parvenir au service d'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : accès aérogénérateur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Les portes d'accès au poste de livraison et à l'éolienne E4 sont verrouillées (fermées à clef) au jour de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : prescriptions tiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14 premier alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'éolienne visitée est identifiée sur son mât par " E 04". Sur l'application OREOL l'éolienne visitée est repérée "E4".
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : prescriptions tiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14 deuxième alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement.</p> <p>Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : Sur le chemin d'accès à l'éolienne E4 est présente une affiche donnant les prescriptions à respecter par les tiers : Entrée interdite à l'intérieur des éoliennes, danger électrique à l'intérieur des éoliennes, ne pas s'approcher en cas d'orage, risque de chute de glace par temps de givre.</p> <p>L'affiche qui comporte différents numéros d'urgence précise par ailleurs que le site est placé sous vidéo surveillance.</p> <p>Sur la porte d'accès à l'éolienne E04 des pictogrammes sont également présents et reprennent en particulier le danger électrique, les interdictions d'accès et de fumer, les obligations de porter des chaussures de sécurité et un casque,..., l'affichage "danger de mort- poste de transformation haute tension" et une consigne "soins aux électrisés".</p> <p>La notion de risque électrique avec la mention " danger de mort - poste de transformation haute tension", ainsi que la conduite à tenir face à un accident électrique, sont également présentes sur le poste de livraison au travers d'affichettes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : intérieur aérogénérateur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : La partie RDC de l'éolienne E4 est propre et il n'y a pas de liquide combustible ou inflammable à ce niveau de l'éolienne (la nacelle n'a pas été visitée).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : tests arrêts

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais sur chaque aérogénérateur permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité. - un arrêt ; - un arrêt d'urgence ; - un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime.
Constats : Les justificatifs de la réalisation des essais permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité ne sont pas disponibles. Les justificatifs à produire à l'inspection devront être écrits en langue française.
Observations : Préalablement à l'inspection l'exploitant a communiqué 4 documents, 1 par aérogénérateur, libellés "Start-up procédure". Chaque document de plus de 100 pages écrites en langue anglaise est agrémenté de photos et d'instructions, et constitue une procédure de mise en service des machines qui ne présente aucun justificatif de la réalisation effective, avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs, de la réalisation des essais permettant de vérifier le bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité. - un arrêt ; - un arrêt d'urgence ; - un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : contrôles brides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 I
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'exploitant a présenté 4 rapports d'intervention de serrage (1 par aérogénérateur) établis par la société COBERWIND. Chaque rapport agrémenté de photos avec repères de serrage présente les caractéristiques des boulons en place, les emplacements d'utilisation, et le couple de serrage appliqué avec le matériel utilisé pour les différents boulons par type d'emplacement (fondation, Top nacelle, bras multiplicateur, ...). Les opérations de serrage ont eu lieu : - les 7 et 8 novembre 2022 pour l'éolienne E1 (n°243249) - les 8 et 9 novembre 2022 pour l'éolienne E2 (n°243250) - les 9 et 10 novembre 2022 pour l'éolienne E3 (n°243251) - les 11 et 12 novembre 2022 pour l'éolienne E4 (n°243252). La mise en service industrielle ayant eu lieu le 25/11/2022, les premiers contrôles prescrits par les dispositions de la prescription ci-dessus seront à faire avant le 25/02/2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : contrôles pâles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 II
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté
Constats : L'exploitant ne dispose pas d'un justificatif de contrôle visuel des pales datant de moins de 6 mois pour l'ensemble des 4 aérogénérateurs.
Observations : Le 6/12/2022 l'exploitant a présenté un rapport de réparation portant sur les 3 pales de l'éolienne E2. Les réparations ont eu lieu le 20 septembre 2022. L'exploitant a précisé que le dernier contrôle visuel des pales avait été réalisé par le fournisseur (VESTAS) et qu'il datait de moins de 6 mois. Il l'a cependant pas été en mesure de produire le justificatif de ce contrôle.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : SIS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 III
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.
Constats : L'exploitant ne dispose pas de la liste des équipements de sécurité telle que prévue par les dispositions de l'article 18 III alinéa 2 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié.
Observations : Lors de l'inspection il a été demandé à l'exploitant de présenter la liste des systèmes instrumentés de sécurité, des détecteurs et des systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, de façon à contrôler qu'à chaque matériel retenu était bien associé sa fonctionnalité, et les fréquences de test et de maintenance. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la liste précitée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Au pied de l'éolienne E4, à l'intérieur du mât, il a été constaté la présence d'un extincteur CO2 de 5 kg mis en service en juin 2022. Dans le poste de livraison un extincteur de mêmes caractéristiques (CO2 - 5kg), vérifié le 9 mars 2022, est présent.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet